



### **MARCHÉ PUBLIC D'ASSURANCE**

**Marché passé suivant la procédure d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-3 et R. 2161-5 du Code de la commande publique**

#### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) – assurances CCRD**

**Opération Extension des Archives Nationales 93380 PIERREFITE SUR SEINE**

**Ordonnateur : Le Président de l'OPPIC**

**Maître de l'ouvrage : Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13**

**Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements nécessaires aux bénéficiaires de nantissements ou de cessions de créances : Le Président de l'OPPIC**

**JUSTIFICATION DE LA QUALITE DE LA PERSONNE SIGNATAIRE AU NOM DE L'OPPIC :**

**Décret du 24 mai 2023 portant nomination du président de l'OPPIC**

**Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC, 30 rue du château des rentiers – CS 61336 - 75647 Paris cedex 13**

## SOMMAIRE

I.	OBJET DU MARCHE.....	3
1.1	Définition.....	3
1.2	Procédure .....	3
1.3	Allotissement .....	3
1.4	Durée et délais du marché .....	4
1.5	Tranches .....	4
1.6	Variantes .....	4
1.7	Documents contractuels .....	4
1.8	Prestations similaires .....	4
1.9	Prix.....	5
1.10	Cotisations .....	5
1.11	Note de couverture et contrat définitif .....	6
1.12	Conventions .....	6
1.13	Pénalités.....	7
II -	Nature de l'opération .....	8
2.1	Présentation du projet.....	8
2.2	Description de l'opération : .....	8
2.3	Répartition des travaux par lot .....	9
2.4	Fondations.....	9
III-	VOLET CCRD.....	10
3.1	Définitions .....	10
3.2	Objet de la garantie .....	10
3.3	Nature de la garantie .....	10
3.4	Durée de la garantie .....	10
3.5	Termes et conditions relatifs à l'application du contrat collectif de responsabilité décennale .....	10
3.6	Montant de garantie.....	11
3.7	Franchise absolue .....	11
3.8	Exclusions & Déchéance .....	11
3.9	Droit applicable et différends.....	12
3.10	Déroptions au CCAG-FCS .....	12

# **I.OBJET DU MARCHE**

L'Oppic, Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture est un établissement public administratif de maîtrise d'ouvrage publique, pour le compte de l'Etat et de ses établissements.

Il est spécialisé dans la maîtrise d'ouvrage des équipements culturels et dans la restauration et la valorisation des monuments historiques. Il travaille en premier lieu pour le compte du ministère de la Culture et ses opérateurs mais peut effectuer ses missions pour d'autres ministères.

L'OPPIC en tant que maître d'ouvrage délégué du Ministère de la Culture souhaite souscrire les polices d'assurances suivantes :

- Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Le présent CCP a donc pour objet de définir les conditions de garanties Tous Risques Chantier (TRC), et de Responsabilité Civile Maître d'Ouvrage (RCMO) applicables à l'opération de construction de l'extension des Archives Nationales à Pierrefitte sur Seine.

## **1.1 Définition**

### SOUSCRIPTEUR :

OPPIC (Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture)

30 Rue du Château des Rentiers – CS 61336

75647 PARIS – Cedex 13

en qualité de maître d'ouvrage délégué,

### MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTERE DE LA CULTURE

### MANDATAIRE

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément convention de mandat en date du 9 avril 2018 est :

L'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) - 30 rue du château des rentiers - CS61336 – 75647 Paris cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le pouvoir adjudicateur ».

### TITULAIRE :

Société d'assurance seule ou en groupement (agent général ou courtier et d'une société d'assurance)

## **1.2 Procédure**

Ce marché est passé en procédure d'appel d'offres en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-3 et R.2161-5 du code de la commande publique

## **1.3 Allotissement**

LOT 1 – TRC / RCMO

LOT 2- CCRD

Le présent CCAP ne trouve à s'appliquer qu'au lot 2 CCRD.

## 1.4 Durée et délais du marché

Le présent marché d'assurances prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire.

La police d'assurance devra être exécutée à compter de la date de signature des parties au marché conformément à l'article L. 112-4 du code des assurances.

La garantie CCRD prendra effet à la réception de l'opération et pour une durée de 10 ans.

*Pour information :*

*DOC : novembre 2024*

*Préparation du chantier : Novembre / décembre 2024*

*Début du chantier (prise d'effet de la TRC & RCMOA) : janvier 2025*

*Durée des travaux : 36 mois (dont 2 mois de période de préparation de chantier)*

*Date prévisionnelle de réception : Octobre 2027*

## 1.5 Tranches

Sans objet.

## 1.6 Variantes

Variante libre : les variantes libres ne sont pas autorisées.

Variante imposée : sans objet.

## 1.7 Documents contractuels

Les documents contractuels particuliers suivants, applicables au Marché prévalent les uns sur les autres dans l'ordre où ils sont énumérés ci-après :

1. l'acte d'engagement,
2. le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)
3. le mémoire technique remis par l'assureur et les éventuelles réserves
4. le contrat d'assurance conclu entre le souscripteur et l'assureur à l'issue de la notification du présent marché y compris les conditions générales de la compagnie complétant le CCP éventuellement annexées, et s'il y a eu lieu les conditions particulières proposées par la compagnie d'assurance
5. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG- FCS) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières au contrat d'assurances. Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Les présentes clauses particulières font partie intégrante du contrat et prévalent sur les conditions générales éventuellement annexées. Cependant, les conditions particulières dérogent uniquement pour ce qu'elles ont de plus favorable pour l'assuré aux conditions générales et conventions spéciales.

Les informations relatives à l'identification du chantier et du dossier technique sont fournies par l'OPPIC. Le titulaire est réputé avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation des risques par la transmission de ces pièces.

## 1.8 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## 1.9 Prix

Le présent marché prenant la forme d'un contrat d'assurance, le prix correspond à une « prime prévisionnelle ».

La prime nette est calculée par application du taux de prime en pourcentage (prix unitaire mentionné à l'acte d'engagement) sur l'assiette de cotisation.

La prime TTC est calculée par application du taux de prime en pourcentage (prix unitaire mentionné à l'acte d'engagement ou au bordereau de prix en annexe de l'acte d'engagement) sur l'assiette de cotisation avec ajout de toute taxe, frais accessoires et commissions de courtage y afférent. En cas de modification de la législation, le titulaire appellera les taxes qui seront dues.

La prime est augmentée du montant des taxes, frais de dossier.

L'assiette de cotisation est constituée du montant prévisionnel de l'opération lors de la souscription (travaux et honoraires) HTVA.

## 1.10 Cotisations

### Calcul de la prime

La prime est déterminée par l'application du taux sur le montant prévisionnel de "l'opération".  
La prime est augmentée du montant des taxes, frais de dossier et, le cas échéant.

### Echéancier

Les primes sont appelées selon les modalités suivantes : 100% à la signature de la note de couverture par l'OPPIC.

Le paiement de la prime interviendra sur production d'une facture par le titulaire.

Il sera effectué dans un délai de 30 jours, conformément au code de la commande publique, par virement à compter de la réception de la facture.

Conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-36 du CCP relatifs aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement :

- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage ;

- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

La régularisation est effectuée dans les 12 mois suivant la réception des travaux.

Les factures sont établies au nom de :

OPPIC  
Département A  
30 rue du château des rentiers  
75647 Paris Cedex

A cet égard, il est convenu qu'au titre de la mention légale relative à la « dénomination précise », le titulaire devra impérativement rappeler :

- La dénomination exacte du chantier concerné
- Le numéro du marché
- L'identification du titulaire

### Régularisation

A compter de la réception des travaux, l'assuré s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération, c'est-à-dire le montant total des travaux, y compris les honoraires des bureaux de contrôle, architectes et BET. La prime définitive sera calculée par application du taux définitif ( ) sur ce montant.

Le complément de prime sera réglé dans un délai de 30 jours, conformément au code de la commande publique, par virement à compter de la réception de la facture.

### **Règles proportionnelles**

La règle proportionnelle de capitaux n'est pas applicable à la police.

En contrepartie l'assuré s'engage à déclarer au titulaire, à la réception des travaux, le coût définitif de l'opération, révisions de prix comprises, hors taxes, afin de procéder à un ajustement éventuel de la prime.

## **1.11 Note de couverture et contrat définitif**

L'assureur devra remettre :

- Dans les 5 jours qui suivent la réception de l'acceptation de l'offre, une note de couverture faisant référence aux garanties prévues au présent CCAP, datée et signée par l'Assureur. La note de couverture comprend les conditions essentielles de la garantie, et précisément les parties au contrat, leur domiciliation, la nature de l'assurance, la détermination des risques et des primes, le montant assuré et la durée des garanties. La remise de la note de couverture engage l'assureur et l'assuré l'un à l'égard de l'autre.

- Le contrat définitif devra être remis au plus tard dans les 30 jours de la date d'effet de la police.

Elle sera valable jusqu'à remise du contrat définitif prolongée d'un délai de 60 jours. Pendant ce délai de 60 jours, le Souscripteur vérifiera la conformité du contrat avec la proposition remise.

En cas de discordance du contrat avec l'offre remise initialement, la présente note de couverture sera prolongée dans les mêmes conditions.

Dans la mesure où le Souscripteur ne recevrait pas la note de couverture dans le délai susmentionné, l'acte d'engagement supporterait rigoureusement la même valeur juridique que cette note de couverture dans les mêmes conditions de durée.

## **1.12 Conventions**

### **Abrogation de la règle proportionnelle**

Il est convenu que les dispositions de l'article L.121-5 du Code des Assurances ne peuvent être invoquées et ce dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à la Compagnie le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme il est dit au Chapitre "Paiement des Primes".

### **Informatique, fichier, libertés, traitement des données ayant le caractère de données personnelles.**

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation du marché public et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent accord-cadre. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser au Délégué de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Conformément à l'Article 27 de la Loi du 06.01.78 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données, l'assuré peut demander à la Compagnie, communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la Compagnie, de ses mandataires et des organismes professionnels concernés.

## **1.13 Pénalités**

Sans objet

## II - Nature de l'opération

### 2.1 Présentation du projet

Désignation	Opération Extension des Archives Nationales
Souscripteur / Maître d'ouvrage	OPPIC / Ministère de la Culture
Adresse du risque	59 rue Guynemer 93 383 Pierrefitte-sur-Seine
Description de l'opération	<p>Le projet prévoit la construction d'une tour classée IGH (Immeuble de Grande Hauteur) de 20 étages avec un niveau de sous-sol, pour une hauteur totale de 67,54 m et une surface de plancher totale de 20 343 m<sup>2</sup>. Le projet prévoit une tour répartie en deux entités principales :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>•Un volume R+20 (avec une toiture terrasse accessible) abritant les magasins de stockage ;</li><li>•Un volume R+10 (avec une toiture terrasse accessible) abritant les ateliers et les salles de traitement.</li></ul> <p>Quatre passerelles, situées aux niveaux R+2, R+3, R+4 et R+5, assurent la connexion entre le bâtiment actuel et l'extension.</p> <p>Le projet possède 3 types de façade différentes : façade en pierre naturelle, mur rideau en façade vitrée et façade en tôle ondulée perforée.</p>
Date réglementaire d'ouverture du chantier / ordre de service	Octobre 2024
Date prévisionnelle de fin de travaux	Octobre 2027
Durée prévisionnelle	36 mois
Montant prévisionnel de l'opération (ensemble des lots - honoraires compris)	61 247 563,00 € HT

### 2.2 Description de l'opération :

#### L'opération en chiffres :

<b>Description</b>	<p>Tour silo de 20 étages sur rez-de-chaussée et un niveau de sous-sol, accueillant les magasins, complétés sur les 11 premiers niveaux par les surfaces dédiées aux ateliers. Quatre passerelles relient l'extension au bâtiment existant. Les structures de ces passerelles sont en charpente métallique et ont une incidence sur quelques fondations du bâtiment existant.</p> <p>Un sous-sol annexe à la tour à usage de Pole Energie pour groupe électrogènes (emprise 25 m x 12 m) est également prévu dans le cadre du projet. Il est relié au bâtiment IGH par une galerie technique.</p>
<b>Budget estimatif des travaux (ensemble des lots)</b>	54 807 563,00€ HT

**Localisation :** Le site est localisé à l'angle de l'avenue Emile Zola et de la rue Toussaint Louverture à Pierrefitte sur Seine, au droit des parcelles cadastrales AM n° 306 (37 980 m<sup>2</sup>) et AL 298 (3 271 m<sup>2</sup>).

#### Les avoisinants :

Le terrain est vierge de toute construction apparente.

Le site est bordé par :

-L'Avenue Emile Zola à l'Ouest,



- La Rue Toussaint Louverture à l'Est,
- Le bâtiment existant des Archives Nationales au Sud.

## 2.3 Répartition des travaux par lot

Les prestations de travaux TCE (Tous Corps d'Etats) de l'opération seront traitées en entreprise unique et les prestations concernant le mobilier et les équipements spécifiques de stockage seront réalisées par une autre entreprise (appel d'offre distinct).

La répartition des prestations de l'entreprise titulaire du marché « Travaux TCE » est donnée ci-dessous :

		MONTANT € HT
LOTS - ENTREPRISE GENERALE		
1	TERRASSEMENTS - FONDATIONS - STRUCTURE - GROS OEUVRE ■ CHARPENTE METALLIQUE	19 798 481,31
1B	MODIFICATION ET RENFORCEMENT DE LA RESILLE STRUCTURELLE EN FACADE EXISTANTE	36 575,00
2	ETANCHEITE - COUVERTURE	351 475,81
3	FACADES OPAQUES - BARDAGES METALLIQUE	2 520 254,82
4	FACADES OPAQUES - REVETEMENT PIERRE	2 598 851,89
5	MUR RIDEAU - MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS	1 741 875,04
6	SERRURERIE METALLERIE	2 029 864,73
7	CLOISONS ■ DOUBLAGES ■ FAUX PLAFONDS	422 230,54
8	MENUISERIES INTERIEURES	518 417,69
9	CHAPES - REVETEMENTS DE SOLS ET MURS DURS	2 172 673,15
10	PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX	368 251,25
11A	CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - DESENFUMAGE	4 307 243,26
11B	PLOMBERIE	671 395,20
11C	PROTECTION INCENDIE	2 303 792,02
12	ELECTRICITE COURANTS FORTS - ELECTRICITE COURANTS FAIBLES	9 565 746,87
13	APPAREILS ELEVATEURS	700 345,00
14	VRD	893 952,62
16	AMENAGEMENTS PAYSAGES	498 573,80
TOTAL - € HT		51 500 000,00

Le lot mobilier a été estimé à 3 307 563€ HT (valeur juillet 2024). L'appel d'offre est en cours d'analyse.

## 2.4 Fondations

Compte tenu du contexte géotechnique, et des contraintes liées au projet, il a été retenu des fondations de type « **pieu foré tarière creuse** » **classe 2 catégorie 6** au sens de la norme NF P 94-262, ancrées dans les Sables de Beauchamp rencontrés vers **+22.0 NGF**.

Nous considérerons deux plateformes de réalisation des fondations profondes :

- La plateforme à +38.5 NGF après réalisation d'un léger pré terrassement sur l'emprise du projet. Un recépage sera nécessaire pour certaines fondations,
- La plateforme à +34.0 m NGF depuis le fond de fouille du sous-sol après réalisation des terrassements correspondants.

## **III-VOLET CCRD**

### **3.1 Définitions**

Pour l'application du marché, il faut entendre par :

ASSURE : sont considérés comme assurés, toute personne assujettie à la responsabilité civile décennale au titre des articles 1792 et 1792-2 du Code civil au titre de l'opération objet du présent marché et notamment :

- Les Constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil,
- Le Contrôleur Technique au sens de l'article L111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation,
- Les sous-traitants de tout rangs désignés ou non, à l'occasion de l'exécution de l'ouvrage objet de l'opération de construction, étant entendu que l'assureur renonce à recours contre les sous-traitants au-delà de leurs montants de garanties qui ne sauraient être inférieurs aux montants fixés au paragraphe FRANCHISE ABSOLUE.

SINISTRE : L'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique et ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur. Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique.

### **3.2 Objet de la garantie**

L'objet de la présente convention est de régir le contrat d'assurance collectif de responsabilité décennale prévu par l'article R.243-1 du Code des assurances et souscrit pour le compte de différents assurés.

### **3.3 Nature de la garantie**

L'objet de la garantie a pour objet de couvrir le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel les assurés ont contribué, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisible, au sens du II de l'article L.243-1-1 du Code, lorsque leur responsabilité de l'un ou plusieurs assurés est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites cette responsabilité.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

### **3.4 Durée de la garantie**

Le contrat couvre, pour la durée de la responsabilité pesant sur les Assurés en vertu des articles 1792 et suivants du Code Civil, les travaux de construction de l'opération objet du présent marché.

La garantie afférente à ces travaux est maintenue dans tous les cas pour la même durée, sans paiement de prime subséquente.

### **3.5 Termes et conditions relatifs à l'application du contrat collectif de responsabilité décennale**

Le contrat collectif de responsabilité décennale constitue un contrat autonome qui n'a pas vocation à pallier les défaillances de garantie des contrats d'assurance individuels. Il ne se substitue en aucun cas à l'assurance de dommages-ouvrage ou aux contrats d'assurance individuels.

En conséquence :

- le contrat collectif de responsabilité décennale n'intervient pas pour compléter ou pallier une absence de garantie ou un défaut d'assurance pour quelque cause que ce soit, des contrats d'assurance individuels,
- les franchises contractuelles prévues par les contrats d'assurance individuels restent en tout état de cause applicables et payables par leur souscripteur,
- le contrat collectif de responsabilité décennale n'a pas vocation à intervenir en préfinancement.

Il découle des termes et des conditions précédentes, les modalités de gestion suivantes :

- les contrats d'assurance individuels des assurés responsables interviennent au titre de leurs garanties en fonction de la répartition des responsabilités en deçà des franchises absolues fixées par le contrat collectif de responsabilité décennale.
- le contrat collectif de responsabilité décennale intervient au-delà.

### 3.6 Montant de garantie

la garantie couvre le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L.243-1-1 du Code des assurances.

### 3.7 Franchise absolue

Pour chacun des Assurés, le présent contrat garantit le montant des travaux de réparation au-delà d'une franchise absolue, opposable à tous pour l'application du présent contrat et précisée dans l'acte d'engagement. Laquelle est égale au plafond de garantie des contrats individuels souscrits par chacun des Assurés, après ajustement de ce plafond en tant que de besoin.

Pour chaque Assuré, le montant de la franchise est revalorisé selon les mêmes modalités que celles figurant aux Conditions Particulières des contrats individuels pour les montants de garantie de ces contrats.

La franchise est opposable à tous.

L'Assuré s'oblige à couvrir la portion de risque constituée par cette franchise par un ou plusieurs contrats individuels d'assurance de responsabilité civile décennale comportant des garanties au moins équivalentes à celles figurant aux clauses type mentionnées à l'annexe I de l'article A243-1 du Code des Assurances.

Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) est réputé s'appliquer au-delà des montants de garantie prévus par sinistre au titre des contrats individuels de chaque assuré.

Lesdits montants constituant une franchise absolue par sinistre :

- 3M€ : Maître d'œuvre, BET et Contrôleur technique (...),
- 6M€ : Autres corps d'états,
- 10M€ : Entrepreneurs de gros œuvre,

### 3.8 Exclusions & Déchéance

**Exclusions :**

**LA GARANTIE NE S'APPLIQUE PAS AUX DOMMAGES RESULTANT EXCLUSIVEMENT :**

- **DU FAIT INTENTIONNEL OU DU DOL DU SOUSCRIPTEUR OU DE L'ASSURE,**
- **DES EFFETS DE L'USURE NORMALE, DU DEFAUT D'ENTRETIEN OU DE L'USAGE ANORMAL,**
- **DE LA CAUSE ETRANGERE.**

**Déchéance :**

**L'ASSURE EST DECHU DE TOUT DROIT A GARANTIE EN CAS D'INOBSERVATION INEXCUSABLE DES REGLES DE L'ART, TELLES QU'ELLES SONT DEFINIES PAR LES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR, LES NORMES FRANÇAISES HOMOLOGUEES OU LES NORMES PUBLIEES PAR LES ORGANISMES DE NORMALISATION D'UN AUTRE ETAT MEMBRE DE L'UNION EUROPEENNE OU D'UN AUTRE ETAT PARTIE A L'ACCORD SUR L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN, OFFRANT UN DEGRE DE SECURITE ET DE PERENNITE EQUIVALENT A CELUI DES NORMES FRANÇAISES.**

**POUR L'APPLICATION DE CETTE DECHEANCE, IL FAUT ENTENDRE PAR ASSURE, SOIT LE SOUSCRIPTEUR PERSONNE PHYSIQUE, SOIT LE CHEF D'ENTREPRISE OU LE REPRESENTANT STATUTAIRE DE L'ENTREPRISE S'IL S'AGIT D'UNE ENTREPRISE INSCRITE AU REPERTOIRE DES**

**METIERS, SOIT LES REPRESENTANTS LEGAUX OU DUMENT MANDATES DE L'ASSURE LORSQUE CELUI-CI EST UNE PERSONNE MORALE.  
CETTE DECHEANCE N'EST PAS OPPOSABLE AUX BENEFICIAIRES DES INDEMNITES.**

### **3.9 Droit applicable et différends**

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

### **3.10 Dérogations au CCAG-FCS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, Le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dudit CCAG auxquels il est dérogé.